

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 19 septembre 2025

FOCUS COLOMBIE: LES ÉTATS-UNIS «DECERTIFIENT» LA COLOMBIE POUR INSUFFISANCE DANS SA LUTTE CONTRE LA DROGUE MAIS SANS SANCTION ASSOCIEE.

2

Bolivie

3

Entre janvier et août 2025, les réserves internationales de la Bolivie ont augmenté de 26 M\$.

3

Colombie

3

La côte Caraïbe, une région au cœur de la production d'énergie renouvelable, malgré un retard de connexion.

3

Le projet *El Dorado Max* prévoit des investissements de 2,5 Md\$ afin de doubler sa capacité.

3

La Colombie a émis 4,1 Md€ d'obligations, libellées en euros.

4

Équateur

4

La Banque centrale équatorienne prévoit une croissance de 3,8 % en 2025.

4

Le gouvernement a annoncé l'élimination des subventions au diesel.

4

Guyana

5

Réélu, le PPP/C mise sur secteur pétrolier et gazier dans sa stratégie 2025-2030 pour assurer sécurité énergétique et croissance économique.

5

Pérou

5

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 4,25 % (-25 pdb).

5

Le gouvernement promulgue une loi qui modernise les PPP et devrait permettre de débloquer 30 Md\$ de projets d'investissement.

6

Suriname

6

La présidente Jennifer Geerlings-Simons lance des travaux sur la sécurité aérienne pour rouvrir l'accès au marché européen.

6

Venezuela

6

La production pétrolière augmente au mois d'août.

6

La bureaucratie au Venezuela limite la création des entreprises.

7

La connectivité aérienne internationale se dégrade en 2025

7

Focus Colombie : Les États-Unis « décertifient » la Colombie pour insuffisance dans sa lutte contre la drogue mais sans sanction associée.

La hausse de la production et du trafic de drogue en Colombie a mené les États-Unis à décertifier la Colombie ce 15 septembre. La décertification, prévue par le *Foreign Relations Act* de 1961, sanctionne l'inaction – selon les É-U – des autorités colombiennes dans la lutte contre la production et le trafic de drogue. AmCham, la chambre de commerce bilatérale, estime que deux critères principaux ont pu mener à cette décision. D'une part, la production de coca (+10 % entre 2022 et 2023) et de cocaïne (+53 %) a significativement augmenté ces dernières années et, dans le même temps, l'éradication des plants de coca a diminué (-49 % entre 2023 et 2024). D'autre part, les États-Unis pointent du doigt l'absence de volonté politique de l'administration actuelle.

Pour l'heure, la décertification de la Colombie n'est toutefois pas assortie de sanctions économiques et permet le maintien de l'aide bilatérale dans la lutte contre le trafic de drogue. AmCham estime que l'effet sur l'économie sera insignifiant grâce à ce *waiver* (-45 M\$). Celui-ci limite *de facto* l'effet de la décision à l'approche des élections législatives et présidentielles (mars et mai 2026). L'essentiel de la coopération militaire et policière bilatérale devrait dès lors être préservé.

Selon l'Amcham, si les autorités colombiennes ne montrent pas de résultats probants dans la lutte contre la production de drogue, les États-Unis pourraient mettre en place des sanctions lors de la prochaine revue annuelle, entraînant des pertes nettes pour l'économie colombienne (estimées à -4,3 Md\$ dans le scénario le plus sévère). Ces sanctions toucheraient notamment le secteur du tourisme (invitant les touristes états-uniens à ne pas voyager en Colombie), la coopération bilatérale (arrêt des financements des États-Unis, notamment d'appui militaire), les financements multilatéraux (véto systématique des États-Unis dans les institutions financières internationales ; BID, BM, FMI) et les investissements étrangers (hausse du risque-pays). Pour mémoire, la Colombie avait déjà été décertifiée (avec un niveau de sanctions intermédiaire) en 1996 et 1997, entraînant la suspension de 35 M\$ d'aides bilatérales.

Afin de garantir une re-certification ou le maintien du *waiver* en septembre 2026, des mesures concrètes doivent être prises. La stratégie actuelle du gouvernement se focalisait sur (i) les programmes de substitution volontaire ; (ii) les saisies de drogue (qui ont atteint un record en 2024 de 884 tonnes) et (iii) la négociation avec les organisations criminelles, dans le cadre de la « Paix totale ». Néanmoins, ces actions n'ont pas permis de freiner une tendance à la hausse de la production initiés avant 2022. Par ailleurs, l'éradication manuelle des cultures a chuté ces quatre dernières années : cette dernière composante devrait retrouver son niveau passé (68 000 ha en 2021, sous l'administration Duque). Enfin, le président Petro a évoqué le retour de l'éradication aérienne des plants de coca, suspendue depuis 2015 par la Cour constitutionnelle afin de préserver l'environnement.

Bolivie

Entre janvier et août 2025, les réserves internationales de la Bolivie ont augmenté de 26 M\$.

Entre janvier et août 2025, les réserves internationales nettes (RIN) de la Bolivie ont augmenté de 26 M\$, grâce à plusieurs mesures mises en œuvre par la Banque centrale (achat d'or, placements dans des actifs extérieurs, émissions de bons de la Banque centrale). Au 31 août, elles atteignaient 2,9 Md\$, en hausse de +46 % depuis décembre 2024. Néanmoins, seuls 171 M\$ de réserves sont liquides.

Le candidat aux élections présidentielles, Jorge Quiroga, accuse cependant la Banque centrale d'avoir utilisé les réserves légales d'or. La loi exige en effet que le palier de 22 tonnes d'or détenues par la Banque centrale ne soit jamais consommé. Le ministre de l'Economie a expliqué que les réserves ne restent pas dans les coffres mais sont investis à l'étranger pour générer des rendements. La Banque centrale disposerait ainsi actuellement de 24,1 tonnes d'or, dont 21,9 déposées dans six institutions financières internationales.

Colombie

La côte Caraïbe, une région au cœur de la production d'énergie renouvelable, malgré un retard de connexion.

La côte Caraïbe concentre la majeure partie des projets d'énergies renouvelables de Colombie. La péninsule de La Guajira dispose des vents d'une moyenne de 9 à 10 m/s avec un potentiel éolien qui dépasse 18GW qui dépasse plusieurs fois la capacité installée nationale.

Côté énergie solaire, la région Caraïbe bénéficie d'un ensoleillement moyen de 6 kWh/m²/jour (contre 3,9 au niveau mondial). Dans l'Atlántico, Enel construit Guayepo I & II, le plus grand parc solaire du pays (820 600 panneaux, 1 110 ha, 290 M\$

d'investissement), et envisage de produire 1 030 GWh/an, équivalant à la consommation de 1,4 million de personnes.

Dans le département de Bolívar, l'UTB Solar (1.260 panneaux, 700 kW) couvre 49 % de la demande de l'université et évité l'émission de 616 tCO₂/an. À Santa Rosa de Lima (Bolívar), Celsia développe un parc solaire de 8,06 MW.

Enfin, Sucre compte 19 projets solaires en cours (pour une capacité de 543 MW) dont le projet KIAT en coopération avec la Corée du Sud, qui a déjà électrifié 2 000 foyers.

La région dispose également de marges hydrauliques locales (rivières Magdalena, Sinú, Ranchería) et d'un potentiel biomasse agricole encore peu exploité.

Toutefois, l'essor reste freiné par les retards d'octroi de licences et les difficultés pour les lignes de transmission à transporter l'électricité vers le centre du pays.

Le projet *El Dorado Max* prévoit des investissements de 2,5 Md\$ afin de doubler sa capacité.

Premier aéroport d'Amérique latine en termes de nombre de passagers selon le Conseil international des aéroports d'Amérique latine et des Caraïbes, l'aéroport international de Bogota s'engage dans un projet d'expansion majeur : ***El Dorado Max*. Ainsi, 2,5 Md\$ d'investissements sont prévus sous forme de partenariat public-privé (PPP), dans l'objectif de porter le nombre de passagers de 45,5 millions en 2024 à 73 millions par an.**

L'aménagement comprend le doublement de la superficie du terminal, la construction d'un nouveau bâtiment passagers et la modernisation de la zone de fret. *El Dorado Max* envisage une augmentation de +30 % de la capacité d'accueil des avions et +92 % de passerelles d'embarquement. Près de 5 km de pistes de voies d'accès seront aménagés, ainsi que des connexions au système de transport en commun et aux pistes cyclables, dans la continuité du programme « Bogotá Ciudad Aeropuerto ».

L'efficacité opérationnelle sera renforcée avec une réduction de -38 % des temps de roulage, +14 % de capacité de fret et +21 % de surface de pistes. *El Dorado Max* vise également la neutralité carbone, avec 85 % de recyclage des déchets et +112 % de captation d'eaux pluviales.

Au total, plus de 7 300 emplois directs seront créés. L'évaluation du projet a été confiée au *Consortio Consultor Aeropuerto El Dorado*, composé de *CPI SAS* (40 %), *Meta Engineering S.A.* (40 %) et *Proyectos y Diseños SAS* (20 %), qui disposait de neuf mois pour réaliser son analyse technique, environnementale, sociale et financière. **Sur la base de ce rapport, l'Agence nationale d'infrastructure (ANI) doit statuer sur la viabilité du projet ce mois-ci.**

La Colombie a émis 4,1 Md€ d'obligations, libellées en euros.

Le ministère de l'Economie et des Finances réalise depuis août une opération de gestion de la dette pour en optimiser le profil.

Sur le marché extérieur, la Colombie a racheté en août près de 3 Md\$ d'obligations à maturité longue. Début septembre, il a émis 4,1 Md€ d'obligations à échéance 2028 et 2036, diversifiant sa base d'investisseurs. Dans le même temps, la Colombie a structuré un Total Return Swap (TRS) avec six banques (dont BNP Paribas). Le TRS permet à la Colombie de céder temporairement la performance de certaines de ses obligations, en échange de flux financiers immédiats. Si ce TRS a donc pour objectif d'apporter de la liquidité à court terme à la Colombie, ses conditions ne sont pas encore connues.

Sur le marché domestique, le ministère de l'Economie a racheté ses obligations de long terme (COLTES) pour des obligations de court terme (TCO), qui représentent désormais 1,4 % du PIB (6,7 Md\$; 26 000 Md COP), dans l'objectif d'assurer de la liquidité.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,1%	38,9%	1834
Change USD/COP	-0,6%	-6,8%	3891
Change EUR/COP	-0,3%	-2,1%	4581
Prix du baril (Brent, USD)	2,5%	-9,2%	67,97

Équateur

La Banque centrale équatorienne prévoit une croissance de 3,8 % en 2025.

La Banque centrale a publié ses nouvelles prévisions de croissance. **Le PIB devrait augmenter de 3,8 % en 2025, soit 1 p.p. de plus que la prévision précédente de 2,8 %.** Cette révision s'explique par une croissance de 3,9 % enregistrée au 1^{er} semestre 2025. Cette évolution marque une reprise après la récession de 2024, lorsque l'économie s'était contractée de -2 %. Les secteurs les plus dynamiques en 2025 devraient être l'agriculture, l'élevage et la sylviculture (+13 %), suivis par la fabrication de produits alimentaires (+ 8,1 %).

Malgré cette révision, les projections de la Banque centrale sont moins optimistes que celles du ministère de l'Economie et des Finances, qui table sur une croissance comprise entre 4 % et 4,5 % en 2025. Cependant, certains organismes internationaux restent plus prudents, tablant sur une croissance maximale de 3 %. En revanche, les perspectives pour 2026 seraient moins favorables : la Banque centrale prévoit une progression du PIB limitée à 1,8 %.

Le gouvernement a annoncé l'élimination des subventions au diesel.

Le président Noboa a annoncé la suppression des subventions au diesel, en vigueur depuis 1974. Cette annonce fixe le nouveau prix du diesel à 2,8\$ par gallon, contre 1,8\$ auparavant, avec effet dès le 13 septembre 2025. Un système de régulation des prix selon le marché international sera instauré par la

suite. Cette mesure vise à économiser 1,1 Md\$ par an, qui seront réaffectés à des secteurs prioritaires.

Pour compenser l'impact sur les transports publics, une vaste gamme d'aides est mise en place. En ce sens, un programme de soutien prévoit des aides mensuelles allant jusqu'à 1 000\$ pour 23 300 conducteurs, ainsi que des crédits et primes pour renouveler les véhicules. Des investissements sont également prévus pour la sécurité routière et le paiement de dettes du secteur. S'agissant du secteur agricole, une aide de 1 000\$ sera versée à 100 000 petits producteurs, accompagnée de l'octroi de tracteurs, de moteurs pour les pêcheurs et de crédits bonifiés via une banque publique de développement. En parallèle, les aides sociales seront élargies : 55 000 nouvelles familles recevront des prestations sociales et 115 000 personnes âgées bénéficieront du remboursement de la TVA. Le secteur du bâtiment bénéficiera aussi également d'un soutien budgétaire.

Guyana

Réélu, le PPP/C mise sur secteur pétrolier et gazier dans sa stratégie 2025-2030 pour assurer sécurité énergétique et croissance économique.

Selon le PPP/C (parti politique au pouvoir), **la production de pétrole devrait atteindre 1,7 million de barils équivalent pétrole par jour d'ici 2030, soutenue par huit projets actifs et des accords de partage de production (PSA) renforcés.** Il prévoit d'attirer davantage d'investissements étrangers : i/ en mettant en service le *Petroleum Data Repository* (plateforme pour partager les données pétrolières), ii/ en organisant de nouvelles enchères pour l'attribution de blocs *offshore* à des compagnies internationales et iii/ des enchères possiblement étendues aux secteurs miniers (or, bauxite).

Deux projets Gas-to-Energy à Wales, de 300 MW chacun, permettront la production d'électricité (particulièrement chère au Guyana) via l'exploitation du gaz associé à l'exploitation pétrolière et la mise à disposition de gaz domestique pour la population et l'industrie, tandis qu'un complexe industriel à Berbice soutiendra les plateformes *offshores* avec port en eau profonde, routes, ponts et liaison ferroviaire vers le nord du Brésil. Une fois ces infrastructures en service, les consommateurs raccordés au réseau national pourraient bénéficier d'une réduction de 50 % de leurs tarifs d'électricité.

Le manifeste prévoit également le développement des énergies renouvelables : 100 MW de centrales solaires et le projet hydroélectrique des chutes d'Amaila (*Amaila Falls Hydropower Project*), d'une capacité maximale de 165 MW, avec mise en service prévue pour 2029 et production totale de 370 MW d'ici 2035.

Parallèlement, la sécurité sera modernisée avec l'utilisation drones, de satellites et de systèmes automatisés pour protéger les frontières terrestres et maritimes, tout en renforçant les forces armées, la police, les prisons et la protection civile. Ainsi, le programme prévoit d'exploiter la rente pétrolière afin de développer la transition énergétique et de renforcer les capacités de l'Etat.

Pérou

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 4,25 % (-25 pdb).

La Banque centrale (BCRP) a annoncé une baisse de 25 pdb de son taux d'intérêt de référence, le ramenant à 4,25 %. Cette mesure rapproche le taux directeur de son niveau neutre, reflétant une évaluation minutieuse de la situation économique actuelle et des

anticipations d'inflation des acteurs économiques. Cette décision se base sur une baisse des prix à la consommation de -0,29 % en août, tandis que l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) s'est établie à 0,08 %. En outre, l'inflation annuelle baisse, passant de 1,7 % en juillet à 1,1 % en août. Pour mémoire, la cible monétaire de la BRCP s'établit à 2 % ± 1 pt%. Au cours des quatre derniers mois, elle avait maintenu son taux directeur à 4,5 %, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis avril 2022.

Le gouvernement promulgue une loi qui modernise les PPP et devrait permettre de débloquer 30 Md\$ de projets d'investissement.

Après avoir été approuvée au Congrès, le gouvernement péruvien a officialisé **la loi qui réglemente et modernise le cadre juridique pour la promotion des investissements privés par le biais de partenariats public-privé (PPP)** et de projets d'actifs (PA), dans le but d'accélérer la mise en œuvre des investissements et de corriger les lacunes en matière d'infrastructures et de services publics. Selon les informations du ministère de l'Économie et des Finances, cette réglementation permettra de rendre viables des projets d'une valeur totale de plus de 30 Md\$.

Le ministre de l'Économie a souligné que, même si le Pérou disposait déjà d'un cadre réglementaire favorable, les défis des cinq dernières années ont mis en évidence la nécessité de réformes importantes. Parmi les principales innovations de la loi figurent : (i) la réduction des délais pour la réalisation d'études techniques, (ii) l'optimisation des phases des projets de PPP, (iii) la priorisation des projets d'envergure nationale (iii) la mise en place de mesures de simplification pour les modifications contractuelles et (iv) un renforcement institutionnel de *ProInversión* (agence nationale de promotion des investissements privés), qui assumera

désormais également le rôle de concédant dans les nouveaux projets.

Suriname

La présidente Jennifer Geerlings-Simons lance des travaux sur la sécurité aérienne pour rouvrir l'accès au marché européen.

Le 4 juin dernier, la Commission européenne a inscrit les compagnies aériennes du Suriname sur sa liste noire de sécurité aérienne, interdisant leurs vols dans l'UE, décision suspendant de fait la liaison Cayenne-Paramaribo. Cette mesure menace directement le tourisme et le commerce extérieur du pays.

En réponse, la présidente Jennifer Geerlings-Simons a réuni, le 15 septembre dernier à Paramaribo, l'Autorité de la sécurité de l'aviation civile du Suriname (CASAS) avec l'appui de la Banque interaméricaine de développement (BID). Ces discussions visent à solutionner les obstacles techniques et réglementaires pour permettre au Suriname de sortir de cette liste noire.

Venezuela

La production pétrolière augmente au mois d'août.

Le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), publié le 12 septembre, indique que **la production en août a atteint 1,1 M bpj (+14 000 bpj par rapport au mois de juillet).** Les sources secondaires indiquent, quant à elles, une production de 936 000 bpj (+ 13 000 bpj). Les deux sources s'accordent toutefois sur une augmentation de la production.

Le pétrole de référence vénézuélien, Merey à 16 degrés API, a enregistré une baisse de -1,92\$/b en août par rapport à juillet, pour

s'échanger à 56,22\$/b. La moyenne annuelle a cependant été de 59,03\$/b (-14% par rapport à la moyenne de 2024 de 69,93\$/b).

Selon le rapport de Reuters, **85 % des exportations de pétrole étaient destinées à la Chine (821 000 bpj)**. Les autres destinataires étaient les États-Unis (60 000 bpj) et Cuba (29 000 bpj). Les exportations de pétrole augmentent de +27 % et celles de méthanol (dérivé du pétrole) et de produits pétrochimiques augmentent de +21 % pour atteindre les 275 000 tonnes.

La bureaucratie au Venezuela limite la création des entreprises.

Selon le rapport « Indice de bureaucratie 2024 », la bureaucratie vénézuélienne représente un frein à la création d'entreprises. **La création d'une entreprise demande 7 106 heures de travail afin de valider toutes les formalités administratives.** Une entreprise déjà existante doit également passer 1135 heures par an dans des démarches administratives (70 % de ce temps est exclusivement consacré au paiement des impôts et des taxes parafiscales).

La connectivité aérienne internationale se dégrade en 2025

L'Association latino-américaine et caribéenne du transport aérien (ALTA) indique qu'entre janvier et juillet 2025, **le trafic international au Venezuela a enregistré une baisse de -9 % par rapport à 2024**. Le nombre de passagers voyageant vers des destinations internationales au départ et à destination du Venezuela a diminué d'environ -4,8 %.

Cette baisse est portée par la chute du nombre de vols vers ou depuis le Panama (-64 % par rapport à juillet 2024, avec 150 vols contre 418), mais également vers ou depuis le Pérou (de 62 vols en juillet 2024 à 0 en juillet 2025). Enfin, le trafic aérien avec la République dominicaine a diminué de 60 % sur les sept premiers mois de l'année en g.a. Dans le même temps, la connectivité avec la Colombie a connu une croissance de +14 % et de +25 % avec le Mexique.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Xavier FOUVET, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)